

Contre la crise, le mutualisme et la coopération

L'heure est grave. Nous devons faire face, dans les mois qui viennent, à une triple crise : une crise géostratégique, avec l'Ukraine et demain Taïwan, sans même faire référence à l'éternel conflit au Moyen-Orient ; une crise économique et sociale qui se cristallise autour de la réforme des retraites, mais dont tout le monde est conscient qu'elle va bien au-delà ; et, enfin, une crise climatique, dont nous commençons à peine à prendre conscience de l'ampleur. C'est l'avenir de notre jeunesse qui est ici directement mis en cause.

Face à ces menaces, il existe bien sûr des solutions. Nous n'en citerons que deux. L'Europe d'abord. « L'Europe ne progresse qu'au travers des crises », déclarait Jean Monnet en 1962. Jamais cette phrase n'a résonné avec plus de justesse qu'aujourd'hui. Jamais l'Europe n'a fait autant de progrès que depuis le Covid-19. L'Europe de la santé,

l'Europe de la défense, l'Europe budgétaire, l'Europe industrielle, ces dossiers que l'on croyait « état de mort cérébrale » ont resurgi et ont commencé à se structurer. Un (petit) pas décisif pour l'humanité...

**Les piliers :
la solidarité,
la gouvernance
démocratique,
la non-obsession
du profit
et l'investissement
à long terme.**

Autre solution, qui est à la fois le problème et la solution, notre jeunesse. Le problème, car celle-ci vit une crise sans précédent : formation, logement, voire, dans de nombreux cas, alimentation, mais aussi

changement profond dans la relation au travail salarié qui sont cause de nombreuses détresses. Mais solution aussi, car, si on y met une véritable volonté politique, notre jeunesse, que nous envions de nombreux pays développés, peut être source de croissance future (et donc de financement de nos retraites...).

Cette volonté doit s'intégrer autour de deux axes.

D'abord la formation, bien sûr. A ce niveau-là, la solution avant d'être quantitative (sauf pour les enseignants) se doit d'être qualitative. La crise se ressent en particulier aux deux bouts de la chaîne : le primaire et le supérieur.

Deuxième axe : l'intégration. Avoir un diplôme n'a de sens que s'il est accompagné d'un double complément : l'emploi, bien sûr, mais aussi l'intégration.

L'ascenseur social en panne depuis plusieurs années doit être redémarré, faute de quoi les frustra-

tions et leurs cortèges de révoltes ne pourront aller qu'en s'amplifiant.

Face à ces multiples défis, le mutualisme et la coopération font partie de la solution et, plus encore, ont peut-être une fantastique carte à jouer. Les septièmes Assises de la coopération et du mutualisme venant de se conclure, il est possible d'en tirer certaines leçons.

Quels sont les piliers de la mutualité et de la coopération ? Ils sont au nombre de quatre, au moins.

La solidarité d'abord, qui n'a jamais été autant d'actualité.

Deuxième pilier, la gouvernance démocratique (un homme = une voix), là aussi au cœur des débats actuels, avec les salaires des dirigeants, le pouvoir des actionnaires (lesquels ?)...

Troisième pilier, la non-obsession du profit au moment même où un intense débat fracture le pays sur le partage de la valeur.

Enfin, l'investissement à long terme, seul véritable garant de la sortie de crise.

Ce mouvement a un rôle très particulier à jouer politiquement aujourd'hui. A un moment charnière où le gouvernement est objectivement à la recherche de projets unificateurs et mobilisateurs, le mutualisme et la coopération doivent se faire force de propositions. Et ce, si ce mouvement veut être entendu, à une double condition : agir de manière unie (banque, assurance et agriculture, au moins) et agir très vite. Les jours sont comptés.

Thierry Derez est directeur général de Covéa.

Jean-Hervé Lorenzi est président des Rencontres économiques d'Aix-en-Provence.

Olivier Pastré est membre du Cercle des économistes et président des Assises de la coopération et du mutualisme.

LES ÉCHOS
24/05/23